

PROCES VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARDI 24 MARS 2015

CONVOCATION

Le 17 mars 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 24 mars 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 janvier 2015.
- 2 - Démission de Mme Christine GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 - Remplacement par M. Renaud GAULET
- 3 - Nomination de M. Renaud GAULET en qualité de membre des commissions communales dont faisait partie Mme Christine GAULET, démissionnaire
- 4 - Compte administratif et compte de gestion 2014 de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5 - Débat d'orientations budgétaires 2015 pour le budget de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 6 - Création d'un emploi en contrat aidé (CUI)
- 7 - Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale - Protection sociale complémentaire « Risque Prévoyance » et action sociale envers le personnel communal - Mandat donné au CDG pour la conclusion d'une convention de participation
- 8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 9- Question écrite de M. J-L KINET (préparation du Débat d'Orientations Budgétaires et inscriptions de projets d'études et de travaux)
- 10 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 24 mars 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - BOULE-AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. CULINATI Jean (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - BENTOUMI Christian (procuration donnée à Claude TORRESILLA).

soit 25 présents et 2 pouvoirs donc 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 janvier 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 janvier 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 janvier 2015,

A l'unanimité moins une abstention : M. GAULET Renaud,
APPROUVE ce document.

2 - Démission de Mme Christine GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 - Remplacement par M. Renaud GAULET

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Madame Christine ARRACHART-GAULET de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015, date de réception en Mairie de son courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de cette démission par courrier du 3 mars 2015. Il a également, ce jour-là, notifié à Monsieur Renaud GAULET, suivant de la liste à laquelle appartenait l'élue démissionnaire, soit la liste « LE VAL BLEU MARINE », sa nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral), à compter du 2 mars 2015.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à M. Renaud GAULET, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- **Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

PREND ACTE de la démission de Mme ARRACHART-GAULET Christine de sa fonction de Conseillère Municipale à compter du 2 mars 2015 et de son remplacement immédiat par le suivant de sa liste, soit M. GAULET Renaud,

INDIQUE que M. Renaud GAULET percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de Mme Christine GAULET.

PRECISE que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

3 - Nomination de M. Renaud GAULET en qualité de membre des commissions communales dont faisait partie Mme Christine GAULET, démissionnaire

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la **commission municipale « Associations sportives - Subventions aux Associations »** a été mise en place suivant délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Madame Christine GAULET, élue sur la liste « LE VAL BLEU MARINE », membre de cette commission, Monsieur le Maire propose de procéder à son remplacement en rappelant le principe de la représentation proportionnelle au sein des commissions municipales.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et PAZ,

DESIGNE en qualité de membre de la commission communale « Associations sportives - Subventions aux Associations » :

- **Monsieur Renaud GAULET**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la **commission municipale « Personnel communal »** a été mise en place suivant délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Madame Christine GAULET, élue sur la liste « LE VAL BLEU MARINE », membre de cette commission, Monsieur le Maire propose de procéder à son remplacement en rappelant le principe de la représentation proportionnelle au sein des commissions municipales.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. PAZ,

DESIGNE en qualité de membre de la commission communale « Personnel communal » :

- **Monsieur Renaud GAULET**

Monsieur GAULET demande la parole pour indiquer :

« J'ai une remarque à apporter à propos de la constitution des commissions en général, car chaque liste doit être représentée par au moins un membre de chaque groupe d'opposition au sein de chaque commission. »

M. SAULNIER répond : « Lors de la constitution des commissions en début de mandat, il a été procédé à un vote à la proportionnelle. Les candidatures ont été régulièrement reçues. Le vote a donné les sièges à chaque groupe en fonction de cette règle électorale. »

4 - Compte administratif et compte de gestion 2014 de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

1°) Commune :

COMPTE ADMINISTRATIF

LE CONSEIL MUNICIPAL

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2014 de la Commune,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

MM. FOURNEL et GAULET relèvent le montant très conséquent des excédents et font part de leur désapprobation à ce propos.

M. FOURNEL intervient pour indiquer que le taux des taxes directes locales pourrait être baissé vu les excédents importants constatés.

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif de la Commune pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	5.783.186,36	3.715.822,35
de fonctionnement	3.713.140,80	3.297.802,28
d'investissement	2.070.045,56	418.020,07
DEPENSES	5.783.186,36	3.455.230,08
de fonctionnement	3.713.140,80	3.045.427,11
d'investissement	2.070.045,56	409.802,97
RESULTAT DE L'EXERCICE		260.592,27

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

COMPTE DE GESTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif de la Commune (principal) pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Madame le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion de la Commune dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

2°) Service Public de l'Eau Potable :

COMPTE ADMINISTRATIF

LE CONSEIL MUNICIPAL

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014 du Service Public de l'Eau Potable, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	1.890.380,76	117.343,18
de fonctionnement	556.173,26	46.456,18
d'investissement	1.334.207,50	70.887,00
DEPENSES	1.890.380,76	218.746,14
de fonctionnement	556.173,26	60.969,04
d'investissement	1.334.207,50	157.777,10
RESULTAT DE L'EXERCICE		-101.402,96

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2014.

COMPTE DE GESTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Eau Potable pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion du Service Public de l'Eau Potable dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

3°) Service Public de l'Assainissement :

COMPTE ADMINISTRATIF

LE CONSEIL MUNICIPAL

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, comme Présidente de séance,

DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2014 du Service Public de l'Assainissement, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2014, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	1.260.110,24	209.187,19
de fonctionnement	480.108,76	133.218,31
d'investissement	780.001,48	75.968,88
DEPENSES	1.260.110,24	113.838,40
de fonctionnement	480.108,76	78.425,40
d'investissement	780.001,48	35.413,00
RESULTAT DE L'EXERCICE		95.348,79

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2014.

COMPTE DE GESTION

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif du Service Public de l'Assainissement pour l'exercice 2014, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2014, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A la majorité : 2 contre : MM. FOURNEL et GAULET

DECLARE que le compte de gestion du Service Public de l'Assainissement dressé, pour l'exercice 2014, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

5 - Débat d'orientations budgétaires 2015 pour le budget de la Commune et des services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientation budgétaire.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientation budgétaire n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientation budgétaire 2015 s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2014,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2015,
- les principales orientations pour le budget primitif 2015,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

D.O.B. « Eau potable »

Mme BOULE AMPHOUX : « Nous prévoyons donc de continuer les recherches en eau ? »

Mme BREBAN : « C'est pour l'équipement du nouveau forage et son raccordement. »

M. SAULNIER : « Ces prévisions de dépenses sont préconisées par le schéma directeur de l'eau potable ».

M. FOURNEL : « Pour quelles raisons prévoir des crédits pour le remplacement des branchements en plomb alors que les travaux ont été réalisés en 2014 ? »

M. SAULNIER : « Les travaux de remplacement des branchements en plomb ne sont pas terminés, ils ont été interrompus vu le projet d'aménagement de la Place Gambetta et de la Rue Nationale. Ils seront relancés durant le chantier en question. »

M. FOURNEL : « Et le renouvellement des canalisations inclut donc aussi ce chantier ? »

M. SAULNIER : « Effectivement, il en fait partie. »

M. FOURNEL : « Je pense que ces divers dossiers ont été étudiés par la commission communale des travaux ? »

M. SAULNIER : « Ces dossiers ont été évoqués lors des réunions relatives au projet « Place Gambetta/Rue Nationale » .

Mme BREBAN : « Il est bien indiqué dans le D.O.B. de l'Eau Potable, en commentaires de ce tableau de propositions d'investissement, que ces diverses opérations ont été préconisées par le schéma directeur de l'eau potable. »

D.O.B. « Assainissement »

Pas de commentaires

D.O.B. « Commune »

M. FOURNEL : « Pour quelles raisons le montant indiqué en regard des honoraires d'architecte pour les travaux de l'immeuble de la Place de la Libération s'élève à 5.520 € alors que lors de la réunion du Conseil Municipal du 22 janvier 2015 un montant de 4.600 € avait été indiqué. Est-ce une erreur ? »

Mme BREBAN : « Dans le D.O.B. est inscrit le montant TTC de ces honoraires. »

M. FOURNEL : « Le montant indiqué le 22 janvier 2015 était déjà TTC. »

Mme BREBAN : « Nous allons vérifier et rectifier si nécessaire. »

M. FOURNEL : « Lors de l'appel d'offres initial, la mission avait été confiée pour un montant de 1.800 €, car c'était l'offre la moins-disante mais au Conseil Municipal elle a été proposée pour un montant de 4.600 € TTC. ».

M. SAULNIER : « Effectivement, la mission de base était proposée pour un montant de 1.800 € et la mission complète, avec notamment le suivi du chantier et la réception des travaux, pour 4.600 €. La commission d'ouverture des plis a donc opté pour une mission complète attribuée à cet architecte, moins-disant sur l'ensemble. »

M. KINET : « On avait dit que pour la Place Gambetta et la Rue Nationale, on demanderait une subvention auprès de l'Agence de l'Eau ? »

Mme BREBAN : « Cette subvention concerne le budget de l'eau potable et pas celui de la Commune. La demande sera en effet déposée. »

M. FOURNEL : « Il est prévu une subvention de 200.000 € pour la Chapelle Notre Dame de Pitié. Il reste à la charge de la Commune environ 150.000 € répartis sur deux années. »

Mme INGRASSIA : « Lors de la dernière réunion du Conseil Municipal, je vous ai présenté le projet de travaux et son plan de financement qui était arrêté à un montant total de 347.687 € avec un montant d'autofinancement global de 136.461 €. Depuis, les chiffres ont été modifiés. En effet l'estimation réalisée par la D.R.A.C. a été remise en cause suite à la réception du dossier de consultation d'entreprises rédigé par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques. Le montant total de la tranche ferme passe de 176.075 € HT à 290.000 € HT (travaux de restauration des extérieurs et décors). Mais les subventions obtenues et espérées, ainsi que les diverses participations (dont la campagne de mécénat) nous permettent de prévoir un montant de 200.000 € en recettes, ce qui permet de réduire le montant de l'autofinancement 2015 (61.767 € contre 69.235 € prévus initialement). Je vous en parlerai plus dans le détail lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal consacrée au budget 2015 mais ce qu'il faut noter c'est la baisse de notre autofinancement malgré la hausse du montant de l'estimation. Nous devons reprendre une délibération pour arrêter le nouveau plan de financement. »

M. FOURNEL : « Donc vous confirmez bien que le montant de l'autofinancement sera celui prévu initialement ? »

Mme INGRASSIA : « Il sera même inférieur vu les subventions votées, dont celles de la DRAC, et les recettes espérées. On peut faire appel à la réserve parlementaire, au fonds européen,... Et dès que la délibération sera prise, nous pourrons prendre contact avec la Fondation du Patrimoine pour faire appel aux dons après réalisation d'une plaquette d'informations. Une petite commission informelle pourra être créée avec tous les volontaires pour suivre ce projet et le mener à son terme. »

M. SAULNIER prend ensuite la parole pour donner lecture d'un courrier émanant de l'Avocat-Conseil de la Commune à propos du dossier « JAPEL ». En effet, les engagements financiers pris en 2014 pour l'acquisition foncière du terrain sis « Les Grandes Aires » et appartenant aux consorts JAPEL ont été supprimés dans la présentation du D.O.B. (580.000 €). M. le Maire souhaite revenir sur les raisons motivant sa décision de retirer le droit de préemption exercé en 2013 par la précédente municipalité.

N'étant pas en possession du courrier concerné par erreur, il se rend brièvement dans son bureau pour prendre la lettre de l'Avocat reçue pour l'affaire JAPEL en question, et reprend sa place pour en donner lecture à l'assemblée. M. SAULNIER indique que copie de ce courrier sera adressée à chaque Conseiller Municipal.

M. LANGE : « Vous avez donc pris la décision de retirer le droit de préemption suite à la réception de ce courrier de l'Avocat ? »

M. SAULNIER : « Exactement, et suite aussi à ce que j'avais annoncé en commission. »

6 - Création d'un emploi en contrat aidé (CUI)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2008 relatif au Contrat Unique d'Insertion, il est envisageable de créer un emploi de C.U.I. dans les conditions fixées ci-après, à compter du 1^{er} avril 2015, pour les services techniques municipaux, et plus particulièrement pour l'entretien de la voirie publique.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui indique que ce type de contrat est un contrat aidé réservé à certains employeurs, en particulier les collectivités territoriales, qui s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Le recrutement est réalisé dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé bénéficiant des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi et un tuteur doit être désigné au sein de la collectivité.

M. GIRAUD revient dans un premier temps sur le passage du D.O.B. qui indiquait une forte augmentation des frais de personnel entre 2013 et 2014 pour environ 100.000 €, puis, plus loin dans le document, que la Commune avait été remboursée à hauteur d'environ 30.000 € par l'assurance pour absences du personnel. Donc la marge est un peu réduite.

« Lors de la campagne électorale de l'équipe majoritaire, un engagement fort avait été pris visant à la propreté du village et des extérieurs. Cette augmentation des frais de personnel est en hausse sensible car, hormis les agents recenseurs payés en début d'année, des saisonniers ont été embauchés pour l'été 2014 dans tous les services municipaux, notamment celui de la voirie ce qui a permis de retrouver un village propre. Un CDD sur le remplacement d'un agent titulaire en disponibilité a été conclu également. La personne concernée ayant donné entière satisfaction autant à la Commune qu'à ses administrés, nous avons envisagé de la faire bénéficier des dispositions d'un contrat aidé (C.U.I.).

Mme BOULE-AMPHOUX : « Normalement les personnes embauchées à temps partiel ne peuvent pas travailler sous le seuil de 24 heures par semaine. Les dispositions du C.U.I permettent-elles bien un planning basé sur 20h00 par semaine ? »

M. GIRAUD : « Le contrat a été rédigé avec l'aide de Pôle Emploi et il est bien prévu pour une durée hebdomadaire de 20h00. »

M. SAULNIER donne ensuite lecture des propositions d'investissement potentielles pour 2015, suite à la réunion de la commission :

VOIRIE (containers enterrés et av. Jean Moulin-1 ^{ère} tranche)	200.000 €
RESTAURATION DE LA CHAPELLE N-D DE PITIE	290.000 €
REAMENAGEMENT PLACE GAMBETTA ET RUE NATIONALE	500.000 €
IMMEUBLE PLACE DE LA LIBERATION	170.000 €
TRAVAUX DIVERS (dont toiture Immeuble Rue Niel)	440.000 €
TRAVAUX ECOLES ET CANTINE	40.000 €
ACQUISITION DE MATERIEL DIVERS	163.133 €
ACQUISITIONS FONCIERES (propriétés TAXIL)	220.000 €
ELABORATION DU P.L.U.	100.000 €
TOTAUX	2.123.133 €

M. FOURNEL : « Dans les 500.000 € de la Place Gambetta, l'embellissement est-il compris ? »

M. SAULNIER : « L'embellissement de la Place est compris dans le projet. L'estimation des travaux a été discutée en Conseil Municipal et le plan de financement arrêté. »

M. FOURNEL : « Donc vous confirmez bien que l'embellissement est inclus dans ce montant de 500.000 € ? »

M. SAULNIER : « Tout à fait. »

M. FOURNEL : « Pour l'avenue Jean Moulin, le réseau pluvial a-t-il pris en compte les problèmes de ruissellement des eaux via les chemins situés en contrebas de cette voie (chemin de Laval par exemple) qui causent de nombreux désagréments aux riverains. »

M. SAULNIER : « On crée un réseau pluvial sur l'avenue Jean Moulin qui permettra de diriger toutes les eaux vers le collecteur. »

M. KINET : « Il n'y a pas de ruissellement des eaux de pluie de l'avenue Jean Moulin vers ces chemins. »

M. LANGE : « Le dévers de la route allant vers les terrains situés à droite en montant, donc à l'opposé, il ne peut pas y avoir de ruissellement vers les chemins situés à gauche. C'est impossible ! »

Mme VOLANTE : « Est-il prévu de réaliser des travaux d'enfouissement des réseaux aériens sur l'Avenue Jean Moulin ? »

M. SAULNIER : « Non pas pour l'instant. Nous nous préoccupons des accès aux propriétés. Un relevé topographique a été réalisé par un géomètre pour le compte de l'entreprise. »

M. TORRESILLA : « Je m'abstiendrai lors du vote de cette délibération concernant le DOB de la Commune vu le manque d'informations et de travail des commissions des travaux et d'urbanisme sur tous les projets présentés. » (procuration M. BENTOU MI).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité (2 contre l'ensemble des D.O.B. : MM. FOURNEL et GAULET et 2 abstentions concernant le D.O.B. de la Commune) : MM. TORRESILLA et BENTOU MI),

PREND ACTE que le débat d'orientation budgétaire 2015 « Commune et services publics de l'eau potable et de l'assainissement » a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

La prescription du C.U.I. est placée sous la responsabilité de Pôle Emploi pour le compte de l'Etat ou du Conseil Général.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de l'autoriser à signer la convention avec Pôle Emploi ainsi que le contrat de travail pour 20 heures par semaine et pour une durée de un an, étant précisé que ce contrat pourra être renouvelé dans la limite de 24 mois, sous réserve du renouvellement préalable de la convention passée entre l'employeur et le prescripteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi aux Services Techniques de la Mairie à compter du 1^{er} avril 2015 dans le cadre des contrats aidés « Contrat Unique d'Insertion »,

DECIDE de créer un poste d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe en C.U.I.,

PRECISE que ce contrat sera d'une durée initiale de 12 (douze) mois renouvelable expressément, dans la limite de 24 mois, après renouvellement de la convention,

PRECISE que la durée du travail est fixée à 20 Heures par semaine,

INDIQUE que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi pour ces recrutements,

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat (60 %), sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012).

7 - Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale - Protection sociale complémentaire « Risque Prévoyance » et action sociale envers le personnel communal - Mandat donné au CDG pour la conclusion d'une convention de participation - Action sociale envers le personnel communal

Protection sociale « Risque Prévoyance »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal d'un courrier reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var qui se propose d'accompagner les collectivités au développement de la protection sociale complémentaire « risque prévoyance », au titre de ses missions facultatives.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. GIRAUD indique que la protection sociale complémentaire « risque prévoyance » vise à garantir le maintien du salaire des agents pour les risques liés à l'incapacité de travail, à l'invalidité et au décès. Une délibération doit être prise par le Conseil Municipal pour mandater le CDG 83 pour lancer une procédure de consultation ce qui n'oblige pas la collectivité à signer la convention. En revanche, pendant toute la durée de celle-ci, soit 6 ans, la collectivité aura la possibilité de souscrire au contrat si elle le souhaite. Le conventionnement mutualisé permet une marge de négociation afin d'obtenir les contrats aux meilleures conditions (garanties, prix).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

M. KINET : « Il s'agit donc d'un contrat pour perte de salaire et les agents devront compléter le montant de la participation au-delà des 5 € accordés par la Commune ? »

M. GIRAUD : « Effectivement, les agents devront compléter le montant de cette participation. Sachant que la Commune ne sera pas obligée de signer le contrat proposé par le CDG suite à l'appel d'offres et que dans l'éventualité où elle accepte de le signer, ce montant de 5 € pourra être revu. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 24 février 2015,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE la signature d'une convention avec le C.D.G. 83 visant la mise en œuvre d'un contrat-cadre relatif à des prestations dans le cadre de l'action sociale envers le personnel communal.

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Commune (chapitre 012).

8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 22 janvier 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 03-2015 du 22/01/2015 - Modifications de la régie de recettes « location de salles communales »
- N° 04-2015 du 09/02/2015 - Délivrance d'une concession dans le 3^{ème} cimetière - Mme. LEUNG TACK
- N° 05-2015 du 16/02/2015 - Retrait de la décision de préemption n° 2013-35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL Les Grandes Aires
- N° 06-2015 du 05/03/2015 - Délivrance d'une case de columbarium dans le 3^{ème} cimetière Mme HARS Colette
- N° 07/2015 du 12/03/2015 - Décision d'ester en justice affaire CHABAS

Monsieur le Maire indique d'autre part que 26 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 22 janvier 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

M. LANGE : « En quoi consiste l'affaire CHABAS ? »

M. SAULNIER : « M. CHABAS attaque la Commune à propos du classement de ses terrains au POS. J'espère que pour ce dossier aussi nous prendrons des mesures intelligentes et que nous pourrons négocier au mieux sans en venir à des préemptions brutales. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND NOTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 22 janvier 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE

1°) de participer au financement des cotisations des agents pour le volet « prévoyance » (santé)

2°) de retenir la convention de participation

3°) de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation volet « prévoyance » (santé) que le Centre de Gestion du Var va engager conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et à ce titre lui donne mandat, et prend acte que les tarifs et garanties lui seront soumis afin qu'il puisse prendre, ou pas, la décision de signer la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion du Var

4°) de fixer le montant unitaire de la participation de la collectivité par agent et par mois comme suit :

- Montant brut en euros : 5 €

PREND L'ENGAGEMENT d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Commune (chapitre 012).

Action sociale

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal d'un courrier reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var qui propose à la Commune la signature d'un contrat-cadre relatif aux prestations d'action sociale envers le personnel communal.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. GIRAUD rappelle que l'action sociale vise à l'amélioration des conditions de vie des agents publics et de leurs familles (prestations : vie quotidienne, loisirs, mariage, décès, rentrée scolaire, culture, prêts, secours, etc) et que les dépenses liées aux prestations d'action sociale sont des dépenses obligatoires.

M. GIRAUD indique que le Centre de Gestion peut souscrire, à la demande et pour le compte des collectivités, des contrats-cadre. L'adhésion à ces contrats est décidée par délibération après signature d'une convention avec le C.D.G. qui lancera une mise en concurrence en 2015 et un contrat-cadre d'une durée de 4 ans sera proposé aux collectivités.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires territoriaux,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 24 février 2015,

9- Question écrite de M. J-L KINET (préparation du Débat d'Orientations Budgétaires et inscriptions de projets d'études et de travaux)

M. KINET : « J'avais effectivement demandé à poser plusieurs questions à propos de la préparation du DOB vu que les diverses commissions concernées ne se sont pas réunies en amont pour travailler sur les propositions d'équipement. Mais, ces projets ont été débattus hier en commission des finances, donc je retire ma demande de question écrite. De plus, l'ensemble des travaux que j'avais demandé de programmer l'ont été dans le DOB, sauf une définition plus précise des projets d'extension du réseau d'assainissement. Je souhaiterais que l'année prochaine nous puissions travailler beaucoup plus en amont de la date de présentation du DOB sur tous les projets envisagés par chacun d'entre nous pour que tout ne se passe pas du jour au lendemain. Je comprends la réaction de M. Claude TORRESILLA qui n'a pas participé hier à la commission des finances puisqu'il n'en est pas membre, et qui peut donc s'étonner des projets présentés car non travaillés en commission des travaux ou d'urbanisme. »

10 - Questions orales

M. GAULET : « Dans le projet du DOB, il y a de nombreuses écritures concernant des travaux et des acquisitions de matériel divers, et je n'ai pas retrouvé, dans les divers comptes-rendus des réunions du Conseil Municipal précédentes, de délibérations autorisant ces investissements (rénovation de la façade de la mairie, achat d'un 4x4, d'un véhicule DACIA, de barrières, de caméras de vidéosurveillance, etc.. Pas de décisions du Maire par délégation non plus. »

M. GIRAUD : « Tout a été débattu, notamment le 4x4 acheté pour être mis à disposition du CCFF en cas de besoin mais utilisé tout le restant de l'année par les services techniques. Cette mutualisation permet de tirer le meilleur parti de ce matériel. »

M. GAULET : « Je pose la question de savoir par quelle décision ces investissements ont été décidés ou lors de quelles délibérations. »

M. GIRAUD : « Délibération ? »

M. FOURNEL : « Effectivement toutes les commissions ont travaillé sur ces investissements mais vu que nous n'avons aucun compte-rendu du travail de celles-ci, nous ne pouvons retrouver aucune trace des décisions prises. Encore un manque de communication et de transparence qui suscite des questions de la part des conseillers. Il en est de même pour les convocations des commissions : hier par exemple, nous avons reçu à 7h41 une convocation pour la commission des finances prévue pour l'après-midi à 17h00 ».

Mme BREBAN : « J'en avais discuté la veille avec les membres de ma commission et arrêté cette date avec eux. Puis j'ai envoyé un courriel d'information à tout le Conseil le matin tôt. »

M. FOURNEL : « Vous ne l'avez envoyé qu'à 14 conseillers pas à tous. Je souhaiterais donc que le délai de convocation soit respecté, soit 5 jours. »

Mme INGRASSIA : « Je me permets de prendre la parole pour convenir que nous avons plusieurs choses à améliorer dans notre fonctionnement mais je suis très surprise du fait que M. GAULET, qui vient juste d'arriver au sein du Conseil Municipal, se permette déjà de critiquer notre fonctionnement, de demander des justificatifs. Vous arrivez, bienvenue ! Nous pouvons entendre certaines remarques mais vous n'avez pas à remettre en question des dossiers sur l'année durant laquelle vous n'étiez pas présent. »

M. FOURNEL : « Effectivement, M. GAULET vient d'arriver au Conseil Municipal mais il travaille avec moi depuis deux ans sur la campagne, sur les élections, et il continue à travailler avec moi sur tous les dossiers et est donc parfaitement informé de tout ce qu'il s'est passé depuis un an. »

M. COEURDEUIL : « M. le Maire, vous nous avez lu le courrier de l'avocat concernant le terrain « JAPEL ». Vous nous avez indiqué avoir retiré le droit de préemption et donc annulé la DIA non conforme. Lors de la dernière réunion de la commission d'urbanisme, ce dossier a été évoqué longuement mais il n'a jamais été question de lever cette préemption mais simplement de débattre de cette possibilité. »

M. SAULNIER : « Je reprendrai le courriel que vous m'avez envoyé et qui contient un passage stipulant qu'il faut retirer la préemption. »

M. COEURDEUIL : « Non ce n'était qu'une des hypothèses. Je suis en total désaccord avec la stratégie qui est menée. L'Avocat est un prestataire de services qui est donc au service de son client en l'occurrence, la Commune. Il semblerait que tout concourt à favoriser une certaine sortie de crise discutable car à mon avis nous pouvons agir autrement. »

M. SAULNIER : « Vous remettez en cause mon intégrité et je ne l'admets pas ! »

M. COEURDEUIL : « Il n'y a aucune arrière pensée dans ce que je dis. »

M. SAULNIER : « J'arrête là le débat : la préemption a été retirée, point final. On en reste là. »

M. TORRESILLA : « M. le Maire, vous nous avez annoncé le retrait de ce droit de préemption tout à l'heure ; certains ont été un peu surpris par cette déclaration parce qu'on ne s'y attendait pas, même si certains élus semblent être au courant. Cette annonce aurait dû être faite officiellement dès la prise de décision. Vous le faites ce soir, c'est votre droit. Je rappelle que le droit de préemption est une délégation qui a été donnée par le Conseil Municipal à M. le Maire. Vous avez utilisé cette délégation, soit. Dans ce contexte là, nous vous avons écrit pour vous demander de surseoir le temps qu'on puisse en discuter, présenter les choses, mieux les comprendre parce qu'avec le peu d'informations que nous avons car nous n'avons jamais pu prendre en compte depuis le début, les tenants et les aboutissants. Je ne veux pas polémiquer sur le choix que vous avez fait personnellement ou après avis d'un comité restreint d'élus, cela on ne le saura jamais puisque le droit de préemption n'a pas été abandonné suite à une décision de l'ensemble du Conseil Municipal. Ce que je regrette depuis le début de ce dossier c'est que, malgré qu'on sache l'enjeu important des terrains de La Jouberte et des Grandes Aires, que l'on n'ait jamais montré une volonté de freiner ce projet « JAPEL », au contraire, vous avez eu une démarche inverse. Vous avez tout fait pour que le projet du promoteur aboutisse, c'est mon avis. Au regard de ce que vous venez de nous lire, il s'avèrerait que votre décision ait été prise pour préserver financièrement la Commune dans le futur, il n'en reste pas moins que le projet tel qu'élaboré par le promoteur n'est pas adapté au lieu, et de nombreuses études dont celle de l'école de Versailles sur ces terrains à enjeux, le montrent, comme l'ont dit également les membres de la commission d'urbanisme.

Aujourd'hui on a toutes les chances d'avoir un lotissement. J'espère qu'à partir de maintenant et dans le cadre du permis d'aménager qui va être déposé, la Commission d'Urbanisme pourra travailler, donner son avis, peut-être amender le projet de façon à ce que l'on n'ait pas quelque chose qui ne corresponde pas à l'intérêt de la Commune. On n'a pas besoin de logements sur la Commune et de plus là où ils sont projetés, c'est une erreur.

M. SAULNIER : « Chacun voit midi à sa porte. La raison qui m'a incité à retirer le droit de préemption vise en premier lieu à préserver les intérêts financiers de la Commune. En ce qui concerne le projet en lui-même, nous avons imposé certains éléments dont nous avons débattu. Il repassera en commission d'urbanisme lors de l'instruction du dossier. Mais je maintiens que vous êtes tous bien au courant de ce dossier depuis le début. »

Mme INGRASSIA : « Je pense que quand on parle des choses on doit en parler jusqu'au bout. Certes il est prévu des logements mais aussi une maison médicale et un parking. Je tenais à préciser cela. »

M. FURNEL : « Sur La Jouberte, il est prévu aussi des logements, donc cela en double le nombre. »

M. FURNEL : « La façade de la Mairie a été nettoyée avec un jet haute pression. Après on s'est aperçu qu'il y avait la pose d'un parement en totale infraction au règlement d'urbanisme. Tout ceci n'a pas été débattu en commission. »


M. SAULNIER : « Vous avez été mal informé. Veuillez vous rapprocher du service de l'urbanisme qui a enregistré en son temps une déclaration préalable de travaux pour ce chantier parfaitement conforme aux prescriptions du POS car il ne s'agit pas de moellons de pierre (interdits) mais de parement. »

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER



